



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain sur la
Migration et le Développement

Réunion thématique : *Jeunesse, éducation et innovation : façonner le futur des migrations*

13-14 mai 2025

Abuja, Nigeria

Hôtel Hilton Transcorp

**Document
final**



Sous la co-présidence du Nigeria et de l'Espagne

Projet financé par l'Union européenne



Mis en œuvre par l'ICMPD



Introduction

La réunion thématique du Processus de Rabat intitulée « Jeunesse, éducation et innovation : façonner le futur des migrations », co-présidée par le Nigeria et l'Espagne, a rassemblé plus de **120 participants** issus de 38 pays partenaires européens et africains, y compris des représentants de la jeunesse et de la diaspora, du monde académique, de la société civile et du secteur privé. Faisant écho au **Domaine 1 du Plan d'Action de Cadix 2023-2027**, la réunion a exploré les manières de maximiser le potentiel de la jeunesse africaine en renforçant leurs contributions aux pays d'origine comme de destination.

Marquant la première Réunion thématique dans le cadre de la présidence nigériane, cet événement a été une opportunité pour les représentants de la jeunesse de s'impliquer activement dans les discussions relatives à la migration, et pour les représentants des pays partenaires du Processus de Rabat de dialoguer avec la jeunesse, en s'appuyant sur les recommandations formulées lors de la réunion thématique de 2023 à La Haye, Pays-Bas.

La réunion a souligné l'importance de placer les jeunes au cœur des discussions migratoires, reconnaissant leur rôle charnière en tant que catalyseurs d'innovation et agents de transformation sociale. Avec les investissements appropriés dans l'éducation et l'innovation, les jeunes sont de puissants acteurs du changement et des contributeurs clés du développement durable.

Ce document donne un aperçu des discussions principales et des **conclusions de la Réunion Thématique**, ainsi que des **bonnes pratiques**, des **principaux points à retenir** et des **recommandations** mises en avant par les participants.

1) Cérémonie d'ouverture de haut-niveau

La **cérémonie d'ouverture de haut niveau** s'est déroulée en présence de S.E. le Prof. Nentawe G. Yilwatda, Ministre des Affaires humanitaires et de la Réduction de la pauvreté du Nigeria, S.E. Pilar Mendez Jimenez, Ambassadrice plénipotentiaire pour les questions migratoires au Ministère des Affaires étrangères espagnol, S.E. Gautier Mignot, chef de la délégation de l'Union européenne au Nigeria et auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; Fatou Sow Sarr, Commissaire chargée du développement humain et des affaires sociales à la Commission de la CEDEAO ; et Monica Zanette, Responsable de la région panafricaine au Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

S.E. Prof. Nentawe G. Yilwatda a réaffirmé l'engagement de son pays à promouvoir une vision de la migration sûre, ordonnée et vecteur d'autonomisation. Il a souligné que plus de 80 % des migrations entre l'Afrique et l'Europe s'effectuent par des voies régulières, soulignant qu'une migration bien gérée contribue positivement au développement en favorisant l'échange de connaissances, entre les cultures, la circulation de la main-d'œuvre et le développement de la résilience. Par ailleurs, le ministre du Développement de la jeunesse, présent à la réunion, a souligné la vitalité de la participation des jeunes. Il a appelé à la création d'environnements de travail inclusifs et adaptés aux besoins des jeunes, ainsi qu'à un engagement plus fort entre les gouvernements et les jeunes afin de garantir que les politiques reflètent leurs réalités et leurs aspirations.

S.E. l'ambassadrice Pilar Mendez Jimenez a réaffirmé l'engagement de longue date de l'Espagne en faveur de l'autonomisation des jeunes par l'éducation et l'innovation, soulignant le rôle de leadership joué par l'Espagne dans des programmes comme Erasmus + et Horizon Europe, et plaidant pour une collaboration UE-Afrique renforcée à travers le développement des compétences et une compétitivité partagée. Elle a notamment insisté sur la Stratégie Espagne-Afrique 2025-2028, présentant une vision de partenariat égal axé sur la migration régulière, le développement durable, et une prospérité partagée. L'Espagne voit la migration comme un vecteur de développement socio-économique conjoint et reste ouverte à écouter, protéger et autonomiser la jeunesse africaine, reconnaissant que leur succès est essentiel aux pays d'origine comme de destination.

S.E. l'ambassadeur Gautier Mignot a souligné la vulnérabilité des jeunes migrants et le besoin de procédures efficaces et fluides pour faciliter l'échange de connaissances et de compétences, tout en promouvant la mobilité à des fins d'éducation, de recherche et d'innovation. Il a aussi rappelé le soutien de l'UE aux initiatives de création d'emplois et d'autonomisation, destinées aux jeunes, notamment au Nigeria, aux côtés du Conseil consultatif de la Jeunesse de l'Union européenne (YSB) qui favorise un engagement concret des jeunes dans la définition des politiques et partenariats de l'UE au sein du pays.

Fatou Sow Sarr a souligné le rôle clé de la jeunesse africaine dans le développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et en tant que piliers essentiels du développement durable.

Enfin, **Monica Zanette** a insisté sur la complémentarité démographique unique entre l'Afrique et l'Europe, soulignant que cette situation est une opportunité précieuse de positionner la jeunesse comme acteurs clés de changement positif à travers les pays partenaires du Processus de Rabat, appelant également à une coopération renforcée pour promouvoir une gouvernance durable des migrations qui bénéficie aux pays d'origine comme de destination.

2) Planter le décor – l'importance des jeunes et leur rôle dans l'élaboration de l'agenda de la migration et du développement

*Durant cette **conversation lumineuse**, des intervenants distingués ont partagé leurs perspectives concernant l'autonomisation des jeunes en tant qu'acteurs de changement et d'innovation pour la gouvernance migratoire et les initiatives de développement.*

Capitaliser sur le pouvoir de la diaspora – la vision du NiDCOM pour le développement national

Dr. Abike Dabiri Erewa, présidente de la [Commission des Nigériens dans la Diaspora \(NiDCOM\)](#) a présenté un aperçu convaincant et éclairant du rôle essentiel joué par les Nigériens de la diaspora dans le développement national, en s'appuyant sur le cadre stratégique établi par la NiDCOM. Au cœur de la discussion figurait une définition large et inclusive de la diaspora, considérée comme un ensemble de migrants réguliers, légalement établis à l'étranger, qui conservent des liens étroits avec le Nigéria et participent activement à son développement et à sa prospérité.

L'un des points saillants abordés a été l'impact économique majeur de la diaspora nigérienne. Avec des transferts de fonds avoisinant les 20 milliards de dollars par an – soit environ 5,7% du PIB du Nigéria – ces envois d'argent surpassent largement les investissements directs étrangers reçus par le pays. Composée d'individus instruits, ingénieux et dotés d'une solide expérience internationale, cette diaspora exerce une influence notable dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, les technologies de l'information, l'agriculture et l'immobilier, affirmant ainsi son rôle central dans l'économie nationale.

Au-delà des transferts de fonds, la présentation a souligné le rôle transformateur de la diaspora en matière de **transferts de compétences, de connaissances et de technologies**. Les professionnels de la diaspora sont de plus en plus impliqués dans des interventions directes au Nigeria, pas uniquement à travers des investissements en capitaux, mais également en fournissant leur expertise et des solutions technologiques. Des exemples telles que l'Association nigérienne des Jeunes adultes au Canada (NAYA) et l'Association des Docteurs nigériens aux Amériques ([ANPA](#)) illustrent la manière dont les groupes organisés de la diaspora apportent un soutien significatif, grâce aux dons d'équipements médicaux ou en offrant des services de santé gratuits.

Elle a également souligné la nécessité d'élargir les voies de migration régulières pour tirer pleinement parti des avantages de la migration. Face au nombre croissant de jeunes Nigériens qui quittent le pays pour fuir la pauvreté, l'insécurité et le chômage, il est nécessaire d'apporter une réponse coordonnée et multisectorielle dans le cadre d'une approche **globale impliquant l'ensemble du gouvernement et de la société**.

Le discours a souligné l'importance cruciale de l'**éducation comme levier d'une mobilité du travail efficace**. Avec un taux de chômage des jeunes autour de 33%, il est essentiel d'investir dans les compétences numériques, l'esprit critique et la formation professionnelle afin de préparer les jeunes Nigériens à saisir les opportunités, tant au niveau national qu'international. L'éducation n'est pas juste une voie vers l'emploi mais également un outil critique pour l'intégration des Nigériens dans l'économie mondiale de la connaissance.

Depuis sa création en 2019, la Commission a servi de pont entre la diaspora et les objectifs nationaux de développement. Des initiatives notables telles que le [Sommet pour l'Autonomisation et l'Education des Jeunes NiDCOM/USAID](#) ont permis à 300 jeunes Nigériens d'avoir accès à des informations et des ressources relatives aux opportunités de migration légale, au mentorat, à la formation, visant à prévenir la migration irrégulière à travers l'autonomisation et l'éducation.

La présentation s'est conclue par des recommandations concrètes, notamment :

- Renforcer les voies de migration régulières et sensibiliser davantage le public afin de promouvoir les possibilités de migration légale et de réduire la migration irrégulière ;
- Renforcer les politiques et les cadres juridiques contre le trafic d'êtres humains et contribuer à prévenir la migration irrégulière ;
- Améliorer le droit du travail afin de protéger les travailleurs migrants et de soutenir une mobilité efficace du travail ;
- Encourager la participation de la diaspora à la création d'opportunités pour la mobilité du travail

Bâtir le futur avec la jeunesse – l'approche des Pays-Bas

S.E. Jurriaan Middelhoff, Ambassadeur néerlandais pour la Jeunesse, l'Education et le Travail, a souligné que la création d'emplois, particulièrement grâce à l'entrepreneuriat et les partenariats avec le secteur privé, est centrale dans l'approche néerlandaise relative à l'autonomisation des jeunes.

Avec 1,2 milliard de jeunes qui devraient entrer sur le marché du travail mondial d'ici 2030 et seulement 400 millions de nouveaux emplois prévus (selon la Banque mondiale), le besoin est urgent, en particulier en Afrique, où 450 millions de jeunes chercheront du travail, mais où seulement 100 millions d'emplois seront disponibles. Au Nigeria, où 70 % de la population a moins de 30 ans, les Pays-Bas soutiennent la création d'emplois durables grâce à des initiatives telles que [Orange Corners](#), qui a permis la création de plus de 220 start-ups, dont 90 % sont toujours en activité, et le [Challenge Fund for Youth Employment](#), qui a généré plus de 110 000 emplois, dont 75 % pour des jeunes femmes. Les entreprises néerlandaises ont créé plus de 6 000 emplois directs et 20 000 emplois indirects, favorisant ainsi l'innovation et les opportunités économiques pour les jeunes Nigériens.

Au-delà de l'emploi, les Pays-Bas promeuvent le rôle des jeunes en tant que **partenaires politiques clés et moteurs du développement**. La participation significative de la jeunesse est centrale à cette approche, notamment grâce à des membres des [Conseils consultatifs de la Jeunesse](#) (YAC) impliqués dans la définition, la mise en œuvre et la révision des politiques des ambassades. Deux membres des YAC des consulats des Pays-Bas à Lagos et Abuja ont témoigné de cette expérience réussie, appelant les autres pays à répliquer ce modèle inclusif. Ils ont insisté sur le fait que les jeunes doivent activement cocréer des politiques dans des domaines clés tels que la migration, le maintien de la paix, le climat et les droits de l'homme.

En outre, dans les situations de conflit, les Pays-Bas soutiennent les jeunes et les communautés d'accueil par le biais d'initiatives telles que [PROSPECTS](#), un partenariat multipartite actif dans huit pays de la Corne de l'Afrique, de l'Afrique de l'Est et de la région MENA. Cette approche du déplacement axée sur le développement donne aux jeunes réfugiés les outils nécessaires pour reconstruire leur avenir, créer des entreprises et soutenir leurs communautés, soulignant ainsi que l'investissement dans la jeunesse est un investissement dans la stabilité nationale et le développement à long terme.

Favoriser le dialogue et créer du lien – la perspective de l'Espagne

Juan Jaime Martínez, responsable du département de la Culture et de l'Education à [Casa África](#), a présenté le travail de *Casa África*, une initiative dédiée à la promotion de la compréhension mutuelle et au renforcement des relations avec les pays africains à travers une diplomatie culturelle fondée sur la confiance. Basée aux Canaries, géographiquement proches de l'Afrique, Casa África favorise le dialogue au travers d'activités économiques, sociales, culturelles, institutionnelles et politiques, avec l'éducation au cœur de sa mission.

Ses principales priorités thématiques sont la migration, la jeunesse, l'égalité et la diversité, le développement durable et le changement climatique. À travers des expositions, de la musique, de la danse, du sport et des ateliers, Casa África s'engage auprès des diasporas africaines, des associations et des universités, offrant aux jeunes en Espagne la possibilité de découvrir l'Afrique et de tisser des liens avec ce continent.

Casa África favorise également les réseaux hispano-africains à tous les niveaux de la société et organise régulièrement des forums et des événements consacrés aux questions africaines, en veillant à assurer une forte participation des voix africaines. Les jeunes jouent un rôle central dans sa programmation, notamment à travers son engagement auprès des communautés africaines des îles Canaries, dans toute l'Espagne et parmi les populations d'ascendance africaine ayant une expérience vécue du continent.

M. Martínez a également présenté deux projets éducatifs et sociaux où les jeunes jouent un rôle central :

- **Enseigner l'Afrique** : ce projet a promu la compréhension mutuelle et l'inclusion depuis plus de 12 ans. Les écoles primaires et les collèges et lycées des Canaries ont l'option d'inclure 8 unités didactiques dans leurs programmes, afin de permettre une meilleure compréhension, plus positive, de l'Afrique. En 2025, environ 20 000 étudiants ont pu bénéficier de cette initiative, avec près de 900 enseignants incorporant ces ressources à leur programme officiel.
- **Africa Vive** : pour une période de 2 semaines, Casa África – en collaboration avec la société civile africaine et plusieurs associations africaines des îles Canaries – organise un programme d'activités durant lequel les jeunes sont les protagonistes mettant en avant la richesse et la diversité de la culture africaine en Espagne.

Autonomiser les jeunes – la perspective de l'OIM

Dimanche Sharon, Cheffe de mission de l'OIM au Nigeria, a souligné le rôle essentiel de l'éducation et de l'innovation pour faire face aux changements démographiques en Afrique, soulignant que d'ici 2050, le continent accueillera 75 % de la population mondiale. Avec 10 à 12 millions de jeunes entrant chaque année sur le marché du travail au Nigeria et seulement 3 millions d'emplois disponibles, elle a insisté sur la nécessité urgente d'élargir les opportunités économiques et de lutter contre la prédominance du secteur informel.

Les jeunes doivent avoir la possibilité de diriger et d'élaborer des solutions. Elle a présenté les initiatives de l'OIM visant à autonomiser les jeunes dans la gouvernance des migrations, notamment l'[initiative Youth Changemakers](#), qui permet aux jeunes de s'engager sur les questions migratoires au sein de leurs communautés ; le [Conseil consultatif des jeunes sur les migrations \(YBM\)](#) au Nigeria, qui offre aux jeunes une plateforme leur permettant de contribuer à la conception de projets et de participer à la prise de décision, et l'[initiative des jeunes ambassadeurs mondiaux de l'OIM](#), qui amplifie la voix des jeunes et promeut des migrations sûres.

Elle a également mis en avant la [Stratégie pour les Jeunes de l'OIM Nigeria](#), qui vise à autonomiser les jeunes Nigériens et migrants grâce à des programmes complets élaborés conjointement, notamment des parcours migratoires spécifiques aux jeunes, des formations professionnelles, la reconnaissance des qualifications et des programmes d'échange.

Elle a réaffirmé l'engagement fort de l'OIM en faveur de la promotion de migrations sûres, ordonnées et régulières grâce à des initiatives centrées sur la jeunesse, et a encouragé l'ensemble des parties prenantes – gouvernements, secteur privé, société civile et partenaires internationaux – à :

- Investir dans des politiques migratoires axées sur la jeunesse ;
- Assurer l'inclusion des jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre de la gouvernance migratoire ;
- Soutenir les approches fondées sur des données pour favoriser une participation efficace des jeunes.

Les **réflexions** issues de ce panel incluent les points suivants :

- Au cours de ces discussions, la modératrice du panel, Charlotte Griffiths ([Facilité mondiale de l'UE pour la Diaspora](#), ICMPD) a partagé des exemples pratiques telles que les [Recommandations pour les Jeunes de la Diaspora](#) et les stages pour la jeunesse de EUDiF, soulignant de manière tangible la valeur de l'engagement des jeunes dans les efforts relatifs à la migration, aux diasporas et au développement. Elle a également insisté sur l'importance d'être humble et ouvert en impliquant les jeunes, notant que de véritables efforts de cocréation émergent lorsque les institutions acceptent d'être remises en question – *rien pour les jeunes, sans les jeunes*.
- L'éducation et la sensibilisation commencent à la maison. Les familles et les communautés doivent être impliquées et informées pour éviter les fausses idées et soutenir les voies de mobilité propres à la jeunesse.
- Il est vital de renforcer la confiance dans la valeur des qualifications obtenues localement, et d'assurer que les jeunes sachent que leur éducation est reconnue et respectée chez eux et à l'étranger.
- Investir dans l'éducation permet d'élargir l'horizon des choix individuels et de renforcer le développement des communautés.

- Les questions éducatives devraient être abordées comme une opportunité pour toute la vie et pour toute la société – en plaçant au centre l'esprit critique et la créativité.
- La participation des jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques augmente de manière significative leur impact, comme le démontre l'approche des Pays-Bas plaçant « La jeunesse au centre ».
- La diaspora africaine, et particulièrement les jeunes, est une force puissante d'innovation, à la fois en matière de politiques publiques et d'entrepreneuriat.

3) Talents sans frontières – Autonomiser la jeunesse pour la migration régulière : compétences, certifications, et opportunités

Cette session a exploré la manière dont les jeunes peuvent avoir accès aux voies régulières de migration grâce au développement des compétences, à des opportunités éducatives, à la reconnaissance des certifications, et aux programmes de mobilité du travail.

L'expérience du Nigeria – le Ministère fédéral du Travail et de l'Emploi du Nigeria

La session a souligné l'approche stratégique du Nigeria en matière d'utilisation de la migration internationale du travail comme vecteur du développement national. En tant que pays d'origine, de transit et de destination, la migration est une composante socio-économique clé de son engagement international. Le Ministère fédéral du Travail et de l'Emploi a développé des cadres solides pour promouvoir les voies de migration régulière, renforcer le développement des compétences, et soutenir la croissance nationale.

Le Nigeria a mis en œuvre un panel d'initiatives pour favoriser des migrations de travail régulières et éthiques. Ces dernières incluent notamment :

- **Division internationale pour la Migration de Travail**, pour faciliter la coordination entre les parties prenantes et les agences gouvernementales travaillant sur la migration à domicile et à l'étranger pour assurer des migrations de travail ordonnées et des placements professionnels à l'étranger réussis.
- Une **Bourse électronique nationale du travail (NELEX)** pour permettre aux demandeurs d'emplois et aux employeurs de se rencontrer en ligne.
- **Centres de ressources pour migrants (MRC) et agences pour l'emploi** pour offrir aux migrants potentiels et de retour des conseils sur les possibilités d'emploi, la formation professionnelle, l'aide à la réintégration et les pratiques migratoires sûres. 24 centres supplémentaires ont été créés conformément aux conventions de l'OIT pour promouvoir des services équitables et éthiques.

Le Nigeria suit également un cadre de gouvernance migratoire comprenant :

- Une **Politique migratoire nationale (PMN)** et une **Politique nationale de la Migration de Travail (PNMT)** qui donne la priorité au développement des compétences afin de répondre aux besoins nationaux et internationaux et faciliter la réintégration.
- **Recrutement juste et éthique** à travers l'enregistrement et l'accréditation des Agences privées pour l'emploi, à la fois pour les placements à domicile et à l'étranger.
- Le **Département des Compétences, des Certifications et des Qualifications** soutient le développement des compétences pour l'emploi en délivrant des certifications professionnelles reconnues. Il gère des centres de formation professionnelle dans les six zones géopolitiques du Nigeria.

Le Nigeria s'efforce activement d'**étendre les voies de migration légale pour sa jeunesse** en tirant parti de la demande mondiale croissante de main-d'œuvre qualifiée. Cela comprend des accords bilatéraux sur le travail, le travail numérique à distance, des programmes d'éducation internationale et l'engagement avec la diaspora. Ces efforts permettent de créer des opportunités d'emploi, et de renforcer les systèmes de données afin d'améliorer l'élaboration des politiques et le suivi des citoyens nigériens à l'étranger.

Bien que des progrès aient été réalisés, de nombreux **défis** demeurent, y compris des accords bilatéraux de la main d'œuvre trop peu nombreux, une reconnaissance limitée des qualifications nigérianes, une sensibilisation insuffisante sur les voies régulières de migration disponibles, la fuite des cerveaux dans des secteurs critiques, la prévalence de formations informelles et sans certifications, des systèmes de données migratoires inadéquats et une tendance globale à considérer la migration comme un défi sécuritaire plutôt que comme une opportunité mutuellement bénéfique.

Des partenariats réussis avec l'Allemagne – les Centres pour la Migration et le Développement (ZME)

L'Allemagne, à travers la GIZ et en collaboration le ministère fédéral du Travail et de l'Emploi du Nigeria, met en œuvre un partenariat de longue durée pour favoriser des migrations régulières et basées sur les compétences. La phase actuelle du programme des [Centres pour la Migration et le Développement \(ZME\)](#) court de 2023 à 2027 et représente plus de sept ans de coopération fructueuse.

L'initiative se développe progressivement vers une approche "triple-gain", où la migration bénéficie à tous : le pays d'origine, le pays de destination, et par-dessus tout, la personne migrante. Dans un contexte marqué par l'intelligence artificielle et la transformation numérique, la notion de « compétences sans frontières » devient une réalité. L'initiative vise à assurer que la migration ne soit pas une nécessité douloureuse mais un processus vecteur d'autonomisation pour les jeunes.

Les Centres visent à renforcer les structures partenaires pour soutenir ceux qui s'engagent dans des voies de migration régulières à des fins professionnelles ou éducatives, la migration régionale, et la réintégration durable, de manière durable et adaptée au groupe cible. Les groupes cibles principaux incluent notamment les migrants potentiels, les personnes migrantes de retour et les populations locales désavantagées. Opérant dans 13 pays, le programme est notamment actif à Lagos, Abuja et Benin City au Nigeria. Rien qu'en 2024, plus de 10 000 personnes ont reçu des orientations relatives à la migration régulière.

Au-delà de la formation professionnelle, les Centres soutiennent les individus pour qu'ils puissent réaliser pleinement leur potentiel en les aidant à réévaluer leurs capacités et améliorer leur employabilité, au Nigeria et à l'étranger. En travaillant étroitement avec le Département du Développement des Compétences du Nigeria, les Centres promeuvent l'obtention de certifications professionnelles reconnues au niveau national, contribuant ainsi à combler le fossé entre les qualifications informelles et formelles.

Afin de renforcer davantage la **dimension « compétences » de la politique de migration de main-d'œuvre**, la GIZ met en avant les priorités suivantes :

- Renforcer les mécanismes de reconnaissance des qualifications.
- Investir dans la formation des compétences et en langue, spécifiquement la maîtrise de la langue allemande pour permettre l'accès au marché du travail allemand.
- Renforcer la collecte des données et la prévision pour renforcer les systèmes d'information du marché du travail.
- Promouvoir des accords du travail bilatéraux et multilatéraux.

Une plateforme de croissance partagée – l'expérience du Cameroun

Lancée en 2021 par le gouvernement du Cameroun, l'initiative DIALYJ ([Diaspora and Local Youth Joint Venture](#)) sert de tremplin à la jeunesse entrepreneuriale issue de la diaspora et d'opportunité pour la jeunesse locale d'unir ses forces pour favoriser le développement durable local à travers l'entrepreneuriat innovant et à impact.

Au cœur de sa mission, DIALYJ vise à créer un environnement favorable et inclusif où les jeunes Camerounais de la diaspora et leurs homologues locaux puissent collaborer pour devenir les champions de l'industrialisation endogène du Cameroun. En encourageant cette synergie, l'initiative renforce le développement national et favorise la résilience économique.

Le caractère unique de cette initiative réside dans sa capacité à rassembler des jeunes résidant au Cameroun et au-dehors grâce à une plateforme numérique qui harmonise leurs ambitions et leurs objectifs communs. Ses principaux objectifs sont les suivants :

- **Mobiliser les jeunes Camerounais de l'étranger** pour leur permettre de réaliser leurs ambitions entrepreneuriales tout en renforçant leur engagement avec leur pays d'origine.
- **Faciliter l'échange d'idées, de ressources et d'expertise** entre les jeunes locaux et de la diaspora – principalement à travers une plateforme digitale pour 'noter' et 'mettre en lien' des projets.
- **Promouvoir l'inclusion économique** des jeunes membres de la diaspora grâce à des stratégies tenant compte des questions de genre et à la création d'emplois.
- **Soutenir l'émergence de nouvelles chaînes de valeur et de nouvelles industries** dirigées par les jeunes, contribuant à la gestion durable des ressources et à la mitigation du changement climatique.
- **Financer des projets de coentreprise** associant des entrepreneurs de la diaspora et des entrepreneurs locaux, individuellement ou en groupe, axés sur des secteurs à fort potentiel tels que les énergies

renouvelables, l'accès aux soins de santé, les services automobiles, l'économie circulaire et l'innovation technologique.

- **Rétablir la confiance** entre les Camerounais de la diaspora et leur pays en créant des environnements propices à une contribution significative au développement économique de leur pays.

En 2023, DIALYJ a financé 27 projets conjoints menés par des jeunes, débloquant 399 millions de francs CFA pour soutenir la première vague, à la suite d'un appel à projets lancé en mars 2022. Ces projets couvrent des secteurs prioritaires et reflètent une forte mobilisation de la diaspora, qui a exprimé un enthousiasme renouvelé et un profond sentiment d'appartenance à son pays.

Grâce à DYALIJ, le Cameroun a permis de renforcer les liens entre la jeunesse locale et internationale, permettant de transformer ce potentiel en opportunités. Cette initiative ne sert pas uniquement à promouvoir l'innovation économique et une croissance durable, mais permet également de restaurer la confiance et le sentiment d'appartenance nationale parmi les jeunes Camerounais dans le monde entier.

Renouer les liens entre les jeunes de la diaspora et leurs racines – l'expérience du Maroc

L'Université d'Été des MRE permet aux jeunes Marocains vivant à l'étranger de participer à une expérience immersive de 10 jours au Maroc, visant à renforcer les liens entre leur héritage, leur identité, et à améliorer leur connaissance du paysage socio-économique du pays. Bien plus qu'une simple visite culturelle, le programme fait un pont entre appartenance et contribution au pays d'origine, permettant aux jeunes de la diaspora de comprendre d'où ils viennent et comment ils peuvent contribuer de manière significative au futur du Maroc.

Ils participent à :

- **Une immersion culturelle**, en explorant l'histoire, les traditions et les valeurs du Maroc ;
- **Des découvertes économiques**, leur permettant de comprendre les industries marocaines, les écosystèmes d'innovation et les opportunités d'entrepreneuriat ;
- **Des échanges avec des pairs**, mettant en lien des jeunes Marocains du monde entier.

Ismaël Faouri, franco-marocain et membre du Conseil marocain de la Jeunesse pour la Coopération diplomatique et internationale a partagé son expérience personnelle avec l'Université d'Été. Il a expliqué que de nombreux jeunes de la diaspora n'ont pas de compréhension macro des dynamiques économiques et politiques du Maroc. L'Université d'Été comble ce manque en offrant un accès direct aux décideurs politiques, aux entrepreneurs, et aux acteurs locaux du changement. Cela démontre que le Maroc n'est pas seulement un pays d'origine, mais un **espace d'opportunité**.

Pour Ismaël Faouri, l'Université d'Été a été un moment charnière. Inspiré par ce qu'il a vu et appris, il a lancé [Agel Partners](#), une entreprise de consultance en transformation digitale qui s'aligne sur les priorités nationales du Maroc en matière de développement, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et des technologies. Son entreprise collabore désormais avec des partenaires européens afin de soutenir la croissance numérique du Maroc, démontrant ainsi comment les jeunes de la diaspora peuvent transformer ces liens renoués en impact concret.

L'Université d'Été est emblématique de l'approche stratégique du Maroc en matière d'**engagement avec la diaspora**. Il encourage non seulement les jeunes Marocains à l'étranger à découvrir à nouveau leur pays mais également à réimaginer leur rôle dans son futur.

Les voies régulières et la migration circulaire comme des outils d'intégration – l'expérience de l'Espagne

Les tendances démographiques en Europe et en Afrique sont complémentaires. Le gouvernement espagnol considère les voies de migration légale comme le moyen le plus efficace pour favoriser l'intégration. À travers des programmes structurés de mobilité de la main-d'œuvre, l'Espagne vise à établir une correspondance mutuellement bénéfique entre les employeurs en demande et les travailleurs étrangers volontaires.

L'Espagne est actuellement partie à 23 Accords Bilatéraux de Migration de la main d'œuvre, y compris avec 5 pays africains, le plus récent signé avec l'Égypte. Ces accords soutiennent la migration circulaire, permettant aux travailleurs de venir en Espagne pour des contrats temporaires ou saisonniers et de rentrer chez eux avec la possibilité de renouveler leur participation.

Une réforme majeure a été introduite par le [décret royal 1155/2024](#), qui régit les droits et l'intégration sociale des étrangers en Espagne. Il instaure un **modèle de migration circulaire pluriannuel** visant à concilier flexibilité pour les employeurs et protection et opportunités pour les travailleurs.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Autorisations de quatre ans**, permettant aux travailleurs de séjourner jusqu'à 9 mois par an pour des emplois saisonniers.
- **Réduction des formalités administratives** et accès plus rapide aux certifications requises.
- **Mesures d'incitation au retour** : les travailleurs qui retournent dans leur pays d'origine sont prioritaires pour être sélectionnés à nouveau l'année suivante.
- Après les quatre premières années, les travailleurs peuvent **prolonger leur contrat saisonnier** ou **demandeur un permis de séjour et de travail de deux ans**.

Ce nouveau modèle permet d'éviter l'exploitation des travailleurs, d'améliorer la planification des employeurs, et de permettre à toutes les parties impliquées plus de stabilité et de prédictibilité. L'approche espagnole met en avant non seulement l'insertion professionnelle, mais aussi l'inclusion sociale, l'égalité des sexes et la protection des droits des travailleurs.

L'Espagne a conduit plusieurs initiatives de migration circulaire pilotes, maintenant répliquées à plus grande échelle, telles que :

- **Wafira**: Un projet pilote avec le Maroc qui a fourni des formations et un soutien financier à 250 femmes. Plus de 180 d'entre elles ont lancé leur propre entreprise au Maroc, à travers de divers secteurs (boutiques de vêtements, couture, alimentation, bétail, traiteur, artisanat, etc.).
- **Arrêté GECCO 2025**: Sous l'égide du ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et de la Migration, par l'intermédiaire du Secrétariat d'État à la Migration, cet arrêté renforce l'approche de l'Espagne en matière de migration circulaire. Il introduit une plus grande flexibilité en autorisant des modifications temporaires des contrats de travail et en permettant de passer de contrats signés sur une année calendaire à des contrats à durée déterminée avec des dates de début et de fin spécifiques, adaptés aux besoins saisonniers ou temporaires en main-d'œuvre. À l'instar de la saison 2024, celle de 2025 soutient également la gestion collective des permis de séjour et de travail pour des opportunités d'emploi stable dans le cadre de programmes de migration circulaire. L'Espagne a actuellement des accords en vigueur avec la Gambie, la Mauritanie, le Sénégal et le Maroc, et a approuvé la participation de 19 000 travailleurs dans le cadre des programmes GECCO pour le cycle 2025.

Durant la conversation, de nombreux pays ont partagé leurs perspectives sur le rôle de la migration dans leurs stratégies de développement national :

- La **Hongrie** a souligné que des migrations de grande ampleur, même lorsqu'elles sont régulées et légales, peuvent refléter des déséquilibres structurels et des opportunités limitées dans les pays d'origine. La Hongrie s'est dite préoccupée par la perte de jeunes citoyens instruits et a plaidé en faveur de modèles de développement dans lesquels la migration est un choix et non une nécessité. Soulignant l'importance du transfert de compétences et de la réintégration, la Hongrie a mis en avant ses programmes de bourses, qui offrent une éducation de haute qualité entièrement financée à des milliers d'étudiants issus de pays en développement. Ces initiatives visent à doter les jeunes des connaissances, de l'expérience et de la confiance nécessaires pour retourner dans leur pays et renforcer leurs sociétés. La Hongrie a plaidé en faveur d'une approche plus large du développement durable.
- Le **Sénégal** a salué son partenariat avec l'Espagne en matière de migration circulaire, soulignant son rôle dans la lutte contre la migration irrégulière. Il a souligné une tendance croissante de jeunes qui choisissent de rester et d'investir dans leur pays d'origine, grâce à leur expérience, leurs compétences et le soutien national qu'ils reçoivent. Le Sénégal a aussi mis en avant le Forum sur la Mobilité et la Diaspora, organisé par l'OFII en partenariat avec la GIZ et l'ICMPD, qui cherche à autonomiser les entrepreneurs migrants de retour pour lancer et faire grandir leurs entreprises à l'échelle locale. Le pays a souligné le besoin de permettre aux migrants de retourner et de contribuer significativement au développement national.

- Le **Maroc** a mis en avant ses efforts pour devenir un hub éducatif et d'innovation pour l'Afrique, particulièrement à travers des institutions comme l'[École Centrale de Casablanca](#) et l'[UM6P](#) (Université Mohammed VI Polytechnique). Ces institutions offrent des MBA exécutifs et d'autres certifications visant à favoriser la collaboration intra-africaine, avec le but de développer des certifications en Afrique, pour l'Afrique, par des Africains. [L'initiative Bridge Africa](#), au Maroc, qui combine des questions de logement, de soutien financier et de mentorat pour des start-ups, reflète son engagement à bâtir des écosystèmes qui soient bénéfiques au continent.
- L'**Allemagne (GIZ)** a souligné que la migration et l'emploi sont profondément interconnectés, particulièrement dans des contextes tels que le Nigeria, en tant que pays d'origine, de transit et de destination. La GIZ a insisté sur le fait que 82% des migrations ont lieu dans la région, et non vers l'Europe, et que la plupart est régulière. Ceci souligne l'importance de faire évoluer les narratifs pour se concentrer sur le droit à migration et sur le développement durable et régional. Le portfolio de la GIZ au Nigeria s'élève à plus de 600 millions d'euros, avec 20 millions alloués aux centres pour la migration et l'emploi. Ces investissements visent à favoriser la création d'emplois, le développement des compétences et la croissance économique inclusive.

Les principaux points issus de la discussion incluent :

- Placer le **développement des compétences** au cœur des politiques de migration de travail peut transformer la migration en levier efficace de résilience économique, de prospérité partagée et de protection de la dignité humaine dans un monde de plus en plus interconnecté.
- Des défis persistants, tels que l'accès limité à des informations précises, en particulier pour les femmes et les jeunes, et les contraintes financières, peuvent considérablement entraver la participation aux programmes de migration légale. Cela souligne l'importance de la **sensibilisation** afin de garantir que les jeunes disposent **d'informations fiables** et d'une **formation de qualité** pour prendre des décisions éclairées concernant leur avenir.
- Il y a un intérêt croissant parmi les étudiants européens à poursuivre des études supérieures au sein d'institutions universitaires africaines, soulignant le potentiel de l'Afrique en tant que pôle émergent d'attraction des talents et de mobilité académique.
- Le **secteur privé joue un rôle central** dans la mobilité des compétences. Les multinationales, avec leurs filiales en Afrique, peuvent fournir des opportunités aux jeunes professionnels de gagner de l'expérience et de renforcer leurs compétences sur le continent.
- La **numérisation de l'accès** aux possibilités de migration de travail, y compris pour les procédures de visa et les processus de migration légale, est essentielle pour améliorer l'accessibilité et la transparence. Des initiatives de formation et de sensibilisation peuvent également contribuer à mieux faire connaître les voies de migration légales.
- La **mise en place de partenariats** entre les universités, les établissements de formation professionnelle et les programmes de mentorat peut favoriser une mobilité significative des compétences et faciliter la transition entre l'éducation et l'emploi au-delà des frontières.
- La **mobilité de la jeunesse** devrait également être liée à des opportunités d'entrepreneuriat à l'échelle locale, qui peuvent promouvoir la stabilité nationale et encourager les jeunes à investir dans leurs communautés.

4) Intégrer les perspectives de la jeunesse dans la gestion des migrations pour une gouvernance inclusive

Au-delà des transferts de fonds : Impliquer les jeunes de la diaspora pour le développement

Cette session a exploré la manière dont les jeunes membres de la diaspora africaine peuvent aller au-delà leur rôle traditionnel d'émetteurs de fonds et devenir des partenaires stratégiques du développement durable. Les panélistes ont insisté sur le fait que, en raison de leur énergie, de leur présence à l'échelle mondiale, et de leur capacité à créer des ponts entre les pays d'accueil et d'origine, les jeunes de la diaspora sont particulièrement bien placés pour susciter des changements significatifs dans tous les secteurs.

Parmi les 280 millions de personnes dans la diaspora mondiale, les jeunes représentent une part significative et offrent un potentiel important pour :

- **Répondre aux pénuries de main d'œuvre** dans les pays d'accueil en comblant les principales lacunes avec des solutions innovantes.
- **Faciliter le développement des capacités et le transfert de compétences** : en promouvant l'apprentissage par les pairs et en partageant leur expertise technique dans leur pays d'origine.
- **Bâtir des partenariats à l'échelle globale** en mobilisant leurs réseaux, pour attirer des investissements et soutenir les initiatives de développement.

La discussion a appelé à un changement de narratif – les jeunes de la diaspora ne doivent pas uniquement être vus comme des contributeurs via les transferts de fonds, mais aussi comme des acteurs du développement, qui ont déjà un impact significatif sur la gouvernance, l'éducation, l'action climatique et dans le champ technologique.

Parmi quelques domaines clés d'engagement pour les jeunes de la diaspora, nous pouvons citer :

- Les **domaines social et culturel** : renforcer les liens communautaires et préserver l'héritage culturel
- Les **domaines économique et technologique** : favoriser l'entrepreneuriat, l'innovation et le transfert technologique
- Les **domaines politique et académique** : soutenir les réformes en matière de gouvernance et partager leur expertise académique.

Alors que l'Afrique fait face à une croissance démographique rapide et que l'Europe doit répondre à une population vieillissante, une fenêtre d'opportunité unique s'ouvre pour une collaboration transcontinentale ancrée dans la poursuite de bénéfices mutuels. Les panélistes ont rappelé l'engagement pris dans le cadre de [l'Agenda 2063 de l'UA](#) – et particulièrement dans son Aspiration 6, qui envisage « *Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants.* »

Les points principaux à retenir de ces discussions incluent entre autres :

- Le besoin de passer **de l'inclusion à la cocréation**, pour assurer que les jeunes de la diaspora façonnent les politiques et les programmes, et ne fassent pas que participer.
- L'importance **d'environnements et de cadres institutionnels** qui facilitent l'engagement avec la diaspora dans les pays d'origine et de destination.
- Un appel à **renforcer les systèmes éducatifs et les institutions locales** en Afrique, pour autonomiser les jeunes et réduire la fuite des cerveaux.
- Le partage de modèles innovants tels qu'un [projet pilote en Espagne](#) où les partenaires Africa 2.0 Spain et Ashoka, avec le soutien de EUDiF, mettent en contact les leaders de la diaspora avec des entrepreneurs sociaux en Afrique pour créer de l'impact.
- Le besoin de **politiques migratoires qui incluent la création d'emplois et d'opportunités en Afrique**, permettant aux jeunes de s'épanouir à l'échelle locale tout en contribuant à l'échelle globale.
- L'importance de **voies structurées, destinées aux jeunes de la diaspora**, pour s'impliquer aux côtés de leurs communautés d'origine, y compris via le mentorat, des investissements et des plateformes de partage des connaissances.
- La reconnaissance qu'assurer la **continuité sur le long terme** et que **planifier stratégiquement l'implication de nouvelles générations** est essentiel pour pérenniser les contributions de la diaspora.

Recommandations formulées lors des discussions en groupe

- Mettre en place des **bureaux chargés des questions migratoires** aux niveaux local et national afin de fournir des informations vérifiées et actualisées sur les migrations, le développement des compétences et la réintégration.
- Créer des **centres de réintégration durables** pour aider les migrants de retour à trouver un emploi, bénéficier d'un soutien psychologique et d'un accompagnement à la création d'entreprise.

- Développer des **campagnes numériques** en faisant appel à des **jeunes influenceurs, des ambassadeurs de la diaspora et des créateurs de contenu** afin de sensibiliser le public et de promouvoir des projets visant à renforcer l'engagement de la diaspora.
- Réaliser une **évaluation complète des besoins des jeunes** afin d'identifier les lacunes en matière de compétences et les motivations à migrer.
- Concevoir et mettre en œuvre des **programmes sur mesure de développement des compétences**, notamment des programmes d'échange, des plateformes de stages à distance et des possibilités de mentorat entre la diaspora et les jeunes locaux.
- Simplifier les **procédures administratives** pour les jeunes de la diaspora qui souhaitent investir, créer une entreprise ou accéder aux programmes gouvernementaux, en utilisant des plateformes numériques pour faciliter les démarches et renforcer la responsabilité.
- Lancer un **défi de l'innovation pour les jeunes de la diaspora**, mettant en avant les jeunes de la région du Processus de Rabat à l'étranger qui contribuent au développement par le biais des entreprises, de l'éducation et des technologies.
- Créer un **Conseil consultatif des jeunes de la diaspora** afin d'apporter une contribution structurée aux processus politiques en matière de migration et de développement.
- Promouvoir la **synergie et la coordination** entre les agences gouvernementales (par exemple, le ministère de la Jeunesse, les Affaires étrangères, le NIDCOM) et les organisations de la diaspora dirigées par des jeunes.
- S'attaquer aux **causes profondes du syndrome Japa** en investissant dans les opportunités locales, en renforçant la confiance dans la gouvernance et en améliorant la qualité de l'éducation et de l'emploi.
- Reconnaître et tirer parti de l'**expertise des jeunes**.
- Faciliter l'accès à des **possibilités de financement flexibles**.
- Renforcer la **participation des jeunes à la prise de décision** et aux structures de gouvernance.
- Favoriser le développement du leadership et créer **des voies pour des opportunités**.
- Encourager un **engagement actif des communautés**.
- Plaider pour que les ambassades mettent en place des **conseils consultatifs de la jeunesse** avec une participation active des jeunes.
- Choisir une **Journée nationale de la Diaspora** pour sensibiliser et célébrer les contributions de la diaspora à leur pays d'accueil et d'origine.
- Développer et mettre en œuvre une **politique d'engagement avec la diaspora** exhaustive.
- Assurer la **participation inclusive de tous les jeunes**, indépendamment de leur âge, de leur genre ou de leur dénomination – pour placer les jeunes au cœur des conversations.

Jeunesse et gouvernance : intégrer les perspectives de la jeunesse dans les processus de prise de décision

Cette session a souligné l'importance d'intégrer les voix des jeunes dans les structures de gouvernance pour assurer que les politiques reflètent leurs perspectives. Des intervenants du Liberia et du Nigeria ont mis en avant des initiatives nationales en tant que cadres efficaces pour la participation de la jeunesse.

Au **Liberia**, la mise en place d'un **Conseil national consultatif de la Jeunesse (NYAC)** en 2024 a été un progrès significatif. Composé de 7 jeunes âgés de 18 à 35 ans, le NYAC sert de plateforme nationale pour inclure les perspectives de la jeunesse dans les dialogues politiques locaux, régionaux et continentaux. Le NYAC rassemble des esprits critiques et indépendants qui donnent des retours constructifs sur des problématiques centrales et des politiques aux parties prenantes impliquées. Il s'attache notamment à faire du Liberia une aspiration pour tous et à promouvoir le « rêve libérien », en s'inspirant d'autres histoires de réussite en Afrique, par exemple le Rwanda. La co-présidente du NYAC a particulièrement souligné l'importance d'impliquer les jeunes à toutes les étapes de la prise de décision, y compris lors de la définition du budget et la mise en œuvre des politiques. Dans cette perspective, le NYAC se réunit régulièrement avec les principales parties prenantes au Liberia, y compris les organisations et communautés locales et les ministères. Il a notamment joué un rôle

clé dans le développement du budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports, assurant ainsi que la jeunesse ne soit pas seulement entendue mais qu'on lui donne les moyens de participer de manière significative et de s'autonomiser.

Au **Nigeria**, le [Conseil consultatif de la Jeunesse \(YSB\) de la Délégation de l'Union européenne auprès du Nigeria et de la CEDEAO](#) (DUE) soutient l'intégration des jeunes dans les processus formels de prise de décision. Le YSB s'assure particulièrement que les projets de l'UE soient axés sur les jeunes et répondent aux problèmes et besoins de la jeunesse au Nigeria et dans la région. Sa structure réplique celle de la DUE et est divisée entre différents comités et sous-comités, avec des points focaux responsables de domaines spécifiques, y compris la paix, la sécurité, la santé, la gouvernance, les migrations, entre autres.

Dans le secteur de la santé, par exemple, le YSB a mis en lumière les causes profondes de l'émigration des médecins nigériens, communément appelée « phénomène japa », en soulignant le manque d'infrastructures adéquates. Sur la base de ces informations, l'UE a commencé à soutenir le développement d'infrastructures médicales améliorées afin de remédier à ces problèmes systémiques et d'inciter les professionnels de santé à rester dans leur pays. Au-delà des conseils politiques, le YSB s'efforce également de mieux faire connaître les possibilités offertes par l'UE aux jeunes, en particulier ceux des zones rurales et isolées. Le YSB veille à ce que les fonds de l'UE soient alloués à de jeunes organisations de la société civile, notamment celles qui s'engagent à faire progresser l'agenda relatif à la migration et au développement. Il promeut également l'emploi des jeunes et l'adéquation des compétences grâce aux projets Explorer I et Explorer II.

Des pays tels que le **Bénin** et les **Pays-Bas** ont partagé leur expérience avec des initiatives similaires et ont soulevé la question de la sensibilisation en tant que moteur central de l'implication efficace des jeunes.

Le public a fait écho à leurs remarques et a insisté sur le fait que des informations appropriées, l'éducation, ainsi que des options durables de financement et de stabilité économique, sont des préconditions fondamentales à la participation des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques. Tous les participants ont insisté sur l'importance de **changer de narratif autour de la jeunesse** et de promouvoir leur expertise unique et leurs perspectives, en tant qu'architectes de solutions tournées vers l'avenir.

Recommandations *formulées lors des discussions en groupe*

- Mettre en place des Conseils nationaux de la Jeunesse qui mèneront à l'élaboration de **Stratégies nationales de la Jeunesse** priorisant les besoins et perspectives des jeunes.
- Créer des **conseils de la jeunesse** pour faciliter la participation des jeunes dans les forums locaux, nationaux, régionaux et internationaux.
- **Inclure la migration dans les programmes scolaires**, et particulièrement des informations sur les voies régulières de migration et les dangers de la migration irrégulière.
- **Renforcer la sensibilisation** et le partage d'information sur les projets et programmes existants dont les jeunes peuvent bénéficier.
- **Mettre en place des programmes de mentorat** pour outiller les jeunes avec des compétences de leadership afin de leur permettre de contribuer significativement aux conversations relatives à la migration et de mener des projets au sein de leurs communautés.
- **Impliquer les jeunes à l'échelle locale et renforcer l'engagement à l'échelle des communautés**, particulièrement à travers les leaders communautaires qui utilisent le pouvoir de la narration et servent d'exemples aux jeunes.
- Renforcer l'accessibilité aux **voies de financement spécifiques aux jeunes**.
- Créer des **espaces de dialogue** entre les leaders gouvernementaux et politiques et les représentants de la jeunesse.
- Impliquer les jeunes lors de **toutes les phases de l'élaboration de politiques publiques**, de son début et de l'idéation jusqu'à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.
- Faciliter la participation politique et civique des jeunes à travers l'identification, la recommandation et la sélection de jeunes.

- Créer des **plateformes digitales** pour la consultation des jeunes et pour faciliter un large engagement.
- Promouvoir des narratifs qui mettent en avant l'expertise unique des jeunes et leur contribution significative aux débats politiques, **renforçant la confiance** entre les jeunes et les principaux acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux.
- Explorer les manières **d'impliquer les jeunes de manière systématique** dans les activités du Processus de Rabat.

5) La jeunesse au cœur du Processus de Rabat

Les pays partenaires africains priorisent de plus en plus les perspectives de la jeunesse dans les politiques migratoires et les dialogues. Lors de cette session, de nombreux pays ont mis en avant des initiatives clés qui reflètent cet engagement :

- Le **Cabo Verde** a organisé son 5^e Forum national de la jeunesse en 2024, une plateforme visant à intégrer la voix des jeunes dans l'élaboration des politiques nationales en matière de migration. Les principales discussions ont porté sur l'accès des jeunes au marché du travail, les effets de l'immigration sur les jeunes et la participation des jeunes à l'élaboration des politiques.
- Le **Mali** reconnaît depuis longtemps l'importance des jeunes dans la gouvernance des migrations. Depuis l'adoption de sa politique nationale en matière de migration en 2014, les jeunes sont au cœur de sa mise en œuvre. En juillet 2023, le pays a organisé des Etats généraux sur la migration et le cadre consultatif des Maliens de l'étranger, où les jeunes membres de la diaspora ont été fortement impliqués dans l'élaboration de recommandations concrètes.
- En **Gambie**, le Conseil national de la Jeunesse joue un rôle stratégique et occupe une place permanente au sein du Mécanisme national de Coordination pour les Migrations, la seule instance participant à l'ensemble des groupes de travail thématiques sur la migration, assurant ainsi une représentation constante de la jeunesse. La jeunesse gambienne participe également aux dialogues bilatéraux de haut-niveau, telles que les discussions migratoires Gambie – UE et Gambie – Suisse.
- La **République centrafricaine** implique les jeunes et les jeunes migrants – y compris les demandeurs d'asile, les réfugiés et les représentants de la diaspora – dans les dialogues migratoires pour mieux comprendre leur parcours migratoire et les défis associés. Le pays encourage les Etats à développer des politiques migratoires nationales centrées sur les jeunes et à inclure les jeunes dans les programmes de développement régional.
- Le **Niger** a créé trois centres de promotion de la jeunesse, dédiés à l'accès à l'emploi. Des projets sont en cours pour développer des plateformes qui soutiennent les jeunes dans leur recherche d'emploi et leurs efforts entrepreneuriaux.
- Le **Togo**, à travers le Ministère de l'Education nationale et de la Recherche, travaille à encourager le retour des jeunes et leur contribution nationale. Les plans de développement prévoient la création de centres d'examen pour l'entrée dans la fonction publique afin d'aider les jeunes qualifiés à réintégrer le marché du travail national, ainsi que la mobilisation de la diaspora du secteur privé pour investir dans le développement local.
- La **Tunisie** encourage la capacité institutionnelle à travers l'Observatoire national de la Migration et l'Observatoire national de la Jeunesse, visant tous deux à prévenir des migrations dangereuses et à promouvoir la participation informée des jeunes.
- Le **Sénégal** considère les jeunes comme des acteurs du changement et des ambassadeurs de la migration sûre et régulière. Le gouvernement promeut un engagement de pairs à pairs mettant en avant les voies de succès au sein du pays. Grâce à un partenariat avec l'OIM, le Sénégal finance les jeunes de retour dans des secteurs comme l'agriculture, l'économie verte, l'horticulture commerciale et la gestion domestique des déchets.
- Au **Bénin**, une charte éducative a été adoptée pour encourager le soutien parental en faveur de l'autonomisation des jeunes et de choix migratoires informés.
- Le **Burkina Faso** a insisté sur l'importance de mettre en œuvre les recommandations développées lors des réunions du Processus de Rabat et d'assurer une meilleure visibilité et inclusion de la jeunesse dans le Dialogue pour rendre leur participation significative et porteuse d'impact.

Voix sans frontières : Echange régional de la Jeunesse sur la Gouvernance migratoire

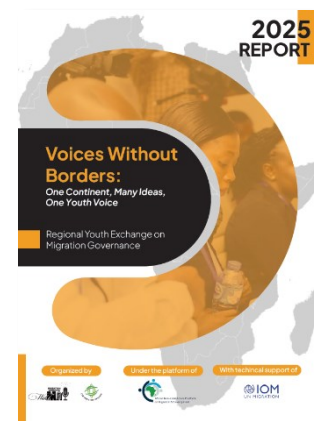
Tenu en ligne le 30 avril 2025, l'Echange régional de la Jeunesse « Voix sans frontières » a été organisé par l'Initiative d'Autonomisation globale [Migration Moments with May](#), en collaboration avec [CSOnetMADE](#) et la [Plateforme des acteurs non-étatiques africains sur la Migration et le Développement](#), et avec le soutien technique de l'OIM Nigeria. L'événement a rassemblé plus de 50 acteurs du changement venus de partout en Afrique – y compris le Nigeria, le Ghana, la Sierra Leone, le Cameroun, le Maroc, la Gambie, la République du Bénin, la République démocratique du Congo, l'Ouganda, l'Ethiopie, l'Afrique du Sud – et de la diaspora africaine.

Grâce à des récits captivants, à une collaboration transfrontalière et à une réflexion politique audacieuse, les participants ont réinventé la gouvernance des migrations. Leurs contributions ont dépassé le stade de la réflexion pour aboutir à des solutions concrètes et réalisables qui incarnent l'énergie, la créativité et le leadership d'une génération engagée en faveur d'un avenir où la gouvernance des migrations sera inclusive et réactive.

Le rapport souligne que les innovations de la jeunesse se multiplient à travers le continent. Grâce à un soutien continu, leur reconnaissance et des partenariats collaboratifs, les initiatives migratoires menées par les jeunes peuvent être déployées pour promouvoir des migrations sûres, ordonnées et régulières qui bénéficient aux communautés d'origine comme à celles de destination.

« Nous sommes là pour faire plus que participer. Nous sommes là pour mener le changement. Lorsque nous sommes réellement impliqués, les migrations en Afrique deviennent plus inclusives, innovantes et durables. Nous ne sommes pas un problème à régler – nous faisons partie de la solution et sommes des moteurs de changement. **Nous avons besoin de pouvoir, de confiance, et de ressources pour pleinement diriger** ».

--- Lire le rapport complet en annexe de ce document final.



Faire progresser la recherche en migrations et le développement des capacités à travers l'innovation et des partenariats stratégiques

Etabli conjointement par la Commission nationale pour les Réfugiés, les Migrants et les Personnes déplacées (NCFRMI) et l'Université de l'Etat de Nasarawa, le Centre international d'Excellence pour les Etudes sur les Migrations et le Développement humanitaire a pour vocation de transformer la gouvernance des migrations et positionner la migration comme moteur du développement durable, particulièrement pour la jeunesse africaine.

Le Centre sert de pôle dynamique de recherche, de développement des politiques publiques et des capacités, offrant des solutions concrètes aux défis migratoires, qui bénéficient à la fois aux communautés globales et locales.

Son travail est structuré autour de trois piliers centraux :

- **La recherche** pour éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.
- **Des initiatives de développement des capacités** pour autonomiser les parties prenantes et les institutions.
- **Le plaidoyer politique** pour promouvoir des réformes et des stratégies migratoires inclusives.

6) Conclusions

Les remarques de clôture ont permis de réaffirmer le rôle de la migration en tant que moteur essentiel du développement durable et conjoint, soulignant le besoin critique d'efforts collectifs pour répondre aux causes profondes de la migration irrégulière, et promouvoir des voies de migration sûres et régulières.

L'Espagne, co-présidence de la réunion, a souligné le rôle crucial de **l'éducation et de l'innovation** et remarqué que l'Afrique recèle un immense potentiel inexploité. Créer des opportunités pour nourrir ce potentiel nécessite des plateformes d'échange efficaces – telles que le Processus de Rabat, plus essentiel et dynamique que jamais selon l'Espagne, grâce à l'engagement actif de la jeunesse. Dans une perspective future, l'Espagne a invité à passer **de l'inclusion à une véritable collaboration**, où les jeunes ne sont pas uniquement invités à s'asseoir à la table mais **cocréent** les politiques et partenariats qui façonnent les migrations.

En tant qu'hôte de la réunion, le Nigeria a décrit le rassemblement comme une convergence dynamique d'idées, d'engagements et d'une vision commune pour un avenir où les migrations entre l'Afrique et l'Europe soient sûres, régulières, dignes et volontaires. Il a réaffirmé son engagement en faveur de **politiques axées sur la jeunesse** qui priorise le développement des compétences, la mobilité, la dignité et l'engagement avec la diaspora. Ces piliers sont essentiels pour favoriser l'innovation en matière de gouvernance migratoire, particulièrement autour de la reconnaissance des compétences.

Pour l'avenir, le Nigeria a appelé à **des partenariats plus solides** afin d'investir dans des pôles d'innovation en matière d'emploi et des programmes de mobilité qui autonomisent les jeunes, en particulier dans les zones fragiles ou touchées par le changement climatique ; à une plus grande implication du secteur privé dans le soutien à l'éducation et aux initiatives axées sur les compétences ; et à une conviction collective du potentiel des jeunes en tant que *partenaires* et non en tant que bénéficiaires.

Enfin, le Nigeria a encouragé les pays partenaires du Processus de Rabat à passer **de la conversation à la coordination, et de la politique à la pratique**. « *Dans sa meilleure expression, la migration ne concerne pas les barrières que nous craignons, mais les ponts que nous construisons ensemble au-delà des frontières* ».

Participation et portée

Participation

- La réunion a attiré 121 participants issus de 38 pays partenaires européens et africains, ainsi que des représentants d'organisations internationales et régionales, du monde universitaire et d'organisations de la société civile.
- Les personnes ayant répondu à l'enquête en ligne se sont déclarées globalement très satisfaites de la réunion. Des aspects tels que la pertinence de la thématique de la jeunesse et la qualité des présentations ont été très appréciés, plus de 98 % des répondants se déclarant « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits ».
- Les participants ont mis en avant l'importance d'impliquer les jeunes et d'écouter leurs perspectives dans le cadre du Dialogue. Ils ont également souligné que la réunion avait été très enrichissante et avait favorisé des échanges fructueux, des conversations interactives et le partage de bonnes pratiques.

Portée

- L'événement a été couvert sur les réseaux sociaux du Processus de Rabat, avec 3 publications sur LinkedIn et 4 publications sur X (anciennement Twitter) en anglais et en français, générant 3 431 impressions sur LinkedIn et 4 919 impressions sur X. Les profils du Processus de Rabat sur les réseaux sociaux ont gagné 88 abonnés dans le cadre de la réunion.